



COMPTES RENDUS D'OUVRAGES

Chaire de Recherche du Canada en Mondialisation, Citoyenneté et Démocratie
<http://www.chaire-mcd.ca/>

Compte rendu de l'ouvrage :

Pierre De SENARCLENS, *Critique de la mondialisation*, Paris, Presses de Sciences Po, Collection La bibliothèque du citoyen, 2003, 148 p.

Bernard JOUVE

Professeur au département de géographie, Université du Québec à Montréal
Titulaire de la Chaire de recherche du Canada en études des dynamiques territoriales

Analyser la mondialisation en 148 pages requière un remarquable esprit de synthèse tant la littérature sur la question est abondante. En établir dans le même temps une critique relève du pari pour le moins audacieux. Pari tenu serait-on tenté d'avancer à la lecture de ce très bon ouvrage de vulgarisation de Pierre de Senarclens, Professeur de relations internationales à l'Université de Lausanne et à qui on doit un certain nombre d'autres ouvrages de référence sur la question. Dans ce livre, l'auteur aborde la question de la mondialisation, de ses origines, de ses conséquences en termes économiques, socio-politiques dans une perspective résolument pédagogique. Le style même, très simple et très abordable, traduit ce souci de faire partager un ensemble de réflexions portant sur des processus pourtant fort complexes et très largement documentés. Composé de 5 chapitres et d'une conclusion, cet ouvrage identifie les origines et les principaux enjeux de la mondialisation qui, pour l'auteur, se traduit, en premier lieu, par une mutation du système capitaliste (libéralisation des flux de capitaux, progression du commerce international, croissance du nombre d'entreprises transnationales, essor des flux financiers, intégration croissante des économies régionales), en second lieu, par une polarisation des inégalités sociales sur un schéma ne recoupant plus le traditionnel clivage Nord-Sud et, enfin, par un coût environnemental très élevé. La mondialisation s'accompagne également de mouvements de protestation et de nouvelles formes de mobilisation collective qui contribuent à redéfinir le politique et l'élaboration du bien commun. En soi, ce diagnostic n'est pas original mais on sait gré à Pierre de Senarclens d'opérer une synthèse très réussie sur le thème. L'emphase est principalement mise sur le lien entre la libéralisation de l'économie au cours des années 1980 et l'action de certains États – principalement les États-Unis de Ronald Reagan et la Grande-Bretagne de Margaret Thatcher – en faveur du virage néo-libéral. Après avoir retracé à grands traits les caractéristiques générales de l'État-providence, la nature du contrat social sur lequel il repose, le type de régime de citoyenneté auquel il renvoie, la nature des solidarités prise en charge, l'auteur détaille de façon convaincante dans le second chapitre les origines du néo-libéralisme qui alimente la mondialisation. Abolissant dès 1971 la convertibilité du dollar US en or, c'est Richard Nixon qui a mis fin au régime monétaire établi à Bretton Woods en 1944 et qui a créé les conditions d'une transformation majeure du capitalisme à travers sa financiarisation. C'est bien cette dimension qui est majeure dans l'explication de l'origine de la mondialisation proposée par Pierre de Senarclens. Ce faisant, mais avait-il l'espace pour traiter également cette dynamique, l'auteur passe sous silence la transformation très importante qui accompagne l'essoufflement du fordisme à la fois comme mode de production dominant, comme mode d'organisation des rapports sociaux et qui a, historiquement, partie liée avec le développement de l'État-providence. Si « l'État social » (p. 18) et le type de solidarité organique qu'il prenait en charge se transforme, c'est en partie du fait des contraintes imposées par la financiarisation de la sphère productive sur les budgets publics mais aussi parce que le fondement même du contrat social, le rapport salarial, le principe d'autorité sur lesquels reposaient la centralité de l'État dans les sociétés modernes ont été remis en question. Pour autant, Pierre de Senarclens démontre très



COMPTES RENDUS D'OUVRAGES

Chaire de Recherche du Canada en Mondialisation, Citoyenneté et Démocratie

<http://www.chaire-mcd.ca/>

habilement la nature du rapport entre le virage conservateur et néo-libéral des années 1980 et le projet hégémonique des États-Unis, du moins de certains groupes d'intérêts qui ont un accès privilégié aux instances législatives et exécutives de cet État : « le libéralisme économique s'énonce comme une théorie scientifique, mais il procède de conceptions doctrinales ou de représentations idéologiques servant les intérêts de groupes particuliers » (p. 35). Mobilisant à juste titre les travaux d'A. Gramsci, l'un des auteurs les plus fréquemment utilisés pour établir une critique de la mondialisation, Pierre de Senarclens met l'accent sur l'entreprise idéologique qui accompagne et rend possible, en la légitimant, la diffusion des valeurs et des représentations associés au néo-libéralisme : culte de la compétition et de la performance individuelle, acceptation des inégalités sociales, satisfaction des désirs immédiats. Pas étonnant pour l'auteur que les principales entreprises transnationales aient également investi le champ de la communication et des médias qui sont des vecteurs clés de diffusion de la nouvelle idéologie.

Dans le chapitre 3, l'auteur détaille les conséquences sociales de la mondialisation qui s'exprime essentiellement à travers une polarisation sociale exacerbée à la fois interne aux États et entre eux. Non seulement, le fossé entre les États membres du G7 et le reste de la planète ne cesse de croître, en termes de revenu moyen par habitant mais, de plus, la mondialisation se traduit par une mise à l'écart des pays les moins avancés, principalement en Afrique. Des États, auparavant situés à la périphérie du système capitaliste comme l'Inde, voire qui ne s'y trouvait pas, par exemple la Chine, y sont de plus en plus intégrés. Pour Pierre de Senarclens, cette diffusion du système capitaliste s'explique essentiellement par la recherche par les entreprises transnationales de coûts de main d'œuvre très bas associés à des politiques fiscales minimales de la part des États qui s'ouvrent. Cette quête du Cheap Labour est en partie vérifiée mais, pour autant, elle n'explique pas à elle seule la logique de grands groupes, par exemple dans le domaine de la micro-informatique, qui localisent certains de leurs établissements en Inde en raison également de la formation et de la qualité des ingénieurs informaticiens de ce subcontinent. Une analyse plus fine des différents secteurs économiques qui participent de la mondialisation aurait sans doute permis à Pierre de Senarclens de nuancer son propos en montrant que la nouvelle économie industrielle mondialisée n'a pas uniquement comme fondement la minimisation des coûts de production, et en premier lieu des coûts de main d'œuvre. Par contre, l'auteur montre avec une très grande précision les mécanismes d'imposition des recettes néo-libérales (ouverture des frontières, baisse des barrières douanières, coupe drastique dans les budgets publics, privatisation des entreprises nationales) qui, sous couvert d'ajustement structurel des économies de nombreux États du Sud (Amérique latine, Asie du Sud-Est, ...), ont permis au « consensus de Washington » de se diffuser grâce au soutien majeur de la Banque Mondiale et du Fonds Monétaire International. L'ambiguïté de l'action de ces deux institutions est parfaitement mise de l'avant dans le chapitre 5 consacré à l'impossibilité d'articuler au sein de l'ordre politique actuel et des institutions héritées de Bretton Woods la mise en place de nouvelles formes de solidarités et l'impératif du libre-marché. Cette articulation actuellement impossible s'explique très largement par le fait que, comme le montre l'auteur dans le chapitre 4, les termes de l'échange politique et économique au cœur de la mondialisation sont façonnés par les États les plus puissants (en premier lieu les États-Unis) qui pèsent de tous leurs poids dans la diffusion du néo-libéralisme, quitte à fausser les règles de la libre concurrence, à détruire la base productive de certains États du Sud en les ouvrant trop rapidement à la concurrence, pour le plus grand bénéfice de leurs entreprises. C'est dans ce chapitre que la critique de Pierre de Senarclens est la plus acerbe, la plus radicale et que la mondialisation apparaît pour ce qu'elle est réellement : non pas une école de pensée économique mais une idéologie et des mécanismes d'imposition d'un ordre politique et économique servant avant tout les intérêts des États dominants le système capitaliste, et plus particulièrement les groupes sociaux qui détiennent le capital. On le voit, même s'il n'est jamais évoqué dans le texte



COMPTES RENDUS D'OUVRAGES

Chaire de Recherche du Canada en Mondialisation, Citoyenneté et Démocratie
<http://www.chaire-mcd.ca/>

(on peut d'ailleurs s'en étonner tant la référence est implicite), le marxisme structuraliste n'est pas étranger à la pensée de Pierre de Senarclens.

La conclusion de l'ouvrage est l'occasion de revenir sur les limites de la mondialisation que l'auteur exprime dans les termes suivants : « aucune société ne peut être fondée sur un objectif aussi trivial que le profit matériel, surtout si les avantages de la croissance sont mal répartis » (p. 128). En faisant de la compétition son principal ressort, le néo-libéralisme est en effet destructeur de tout ordre social et politique, de même qu'il induit un coût environnemental difficilement supportable à moyen et long terme. Enfin, il va à l'encontre d'un des principes de l'ordre international qui repose sur l'idée que les États assument des relations d'interdépendance et de sécurité collective. En exacerbant les tensions sociales et les replis nationalistes, le néo-libéralisme remet en question ce principe. L'auteur se montre pour autant très critique sur la possibilité de réformer le système des Nations Unies, notamment en raison des divergences d'intérêts entre les États. Une véritable politique d'aide aux pays en développement passerait par des transferts financiers et techniques colossaux à destination des États les moins développés ; transferts qui ne sauraient être pris en charge intégralement sur le budget des pays riches et qui nécessiterait d'innover au niveau institutionnel afin d'éviter les dérives technocratiques des institutions mises en place à Bretton Woods. En cela, Pierre de Senarclens voit dans le processus d'intégration européenne un mécanisme de régulation de l'économie dont pourraient s'inspirer les États africains et latino-américains afin « d'assurer une meilleure maîtrise des flux financiers perturbateurs, de défendre une plus grande stabilité monétaire, de créer un environnement politique conciliant la dynamique du marché avec la création d'emplois et les exigences de la protection sociale » (p. 141). Concluant un ouvrage dont la perspective est résolument critique, ce dernier élément de conclusion ne peut manquer de surprendre tant la construction européenne, notamment la ratification du traité de Maastricht, a été un vecteur essentiel dans la conversion des États européens à la logique néo-libérale et à la remise en question de l'État social. Cette remarque n'enlève en rien à la qualité globale de cet ouvrage particulièrement heuristique qui vise un très large public.

NOTE IMPORTANTE

Si vous désirez citer ce document, nous vous prions de bien vouloir utiliser la référence complète dans le format suivant :

Jouve, Bernard. Janvier 2004. «Pierre De SENARCLENS, *Critique de la mondialisation*, Paris, Presses de Sciences Po, Collection La bibliothèque du citoyen, 2003, 148p.». *Comptes rendus d'ouvrages*. En ligne. <<http://www.chaire-cd.ca>>.

Les idées exprimées dans ce document n'engagent que l'auteur. Elles ne traduisent en aucune manière une position officielle de la Chaire de recherche du Canada en Mondialisation, Citoyenneté et Démocratie.